

Les PME du secteur des PFNL de la ville de Bossangoa formées sur l'Analyse et développement des marchés

Renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté au sein des communautés rurales dépendantes des forêts par une meilleure valorisation des produits forestiers non ligneux (PFNL) d'ici 2015, conformément à la vision des Etats généraux du Développement rural de décembre 2007, est à la fois l'une des préoccupations partagées en termes de projet, de l'Organisation des Nations unies (NU) à travers son Agence FAO et la Commission des Forêts de l'Afrique centrale (COMIFAC) dont la mise en œuvre semble bénéficier d'un niveau d'appropriation encourageant de la part des acteurs dudit secteur. Ainsi, après la première réunion sous régionale qui s'est tenue à Boali en juillet 2011, l'approche « Analyse et Développement des marchés » des PFNL a été au centre d'un atelier qui s'est déroulé à Bossangoa du 02 au 06 Septembre 2011.

Conduite par son Coordonnateur Monsieur Bruno Bokoto de Semboll, ingénieur des Eaux et forêts, assisté des messieurs Alexis Seïbou BOUBA.... Consultant Formateur représentant la FAO ; Abel Alafé, Directeurs des eaux et forêts et point focal du projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire à travers la gestion durable des Produits forestiers Non Ligneux, Gilbert Kogrengbo Directeur de Cabinet du Ministre chargé du développement des PME et PMI, la mission qui a quitté Bangui dans la matinée du 02 Septembre 2011, est arrivée aux environs de 16h30 à Bossangoa et s'est dirigée directement à l'Evêché de Bossangoa où attendaient déjà, une quarantaine de participants, représentants des différents groupements ruraux, et acteurs du secteur des PFNL dans ladite région.

« La richesse de notre région en produits forestiers non ligneux n'est plus à démontrer ; car dans l'Ouham, on y trouve du miel et la cire d'abeille, le nyéré, le Gnétum, les marantacées, les fruits comestibles, le rephia, le rotin, etc. sont les plus utilisés par la population » a déclaré M. Charly Nnodana Secrétaire Général de la préfecture de l'Ouham, Représentant le Préfet de l'Ouham empêché, dans son adresse à l'ouverture officielle de cet atelier, afin de présenter la valeur en PFNL de sa préfecture.

Il a rappelé par ailleurs, le contexte justificatif dudit atelier qui se rapporte aux recommandations faites lors de la première réunion sous régionale du Groupe de Travail Biodiversité Afrique Central (GTBAC) organisée à Boali du 25 au 28 Juillet 2011, notamment : vulgariser l'approche ADM ; le Système d'Information du Marché (SIM) en y associant les formations sur la gestion et la comptabilité destinée aux Petites et Moyennes Entreprises intervenant dans la filière PFNL ; vulgariser les expériences réussies en matière de la valorisation des PFNL.

En effet, cet atelier qui s'est déroulé du 02 au 06 septembre 2011, n'est que la traduction de ces recommandations en action concrète pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural à travers le renforcement de capacités locales. Et comme nous l'avons souligné plus haut, cette activité s'inscrit également en bonne place dans la vision du gouvernement centrafricain, en termes d'action prioritaire retenue dans le document de stratégies pour la réduction de la pauvreté (DSRP) 1^{ère} et 2^{ème} génération sous le 3^{ème} pilier intitulé : "Diversifier l'économie". Sachant que le DSRP de la RCA concourent à la mise

en œuvre et à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le Développement (OMD).

Ainsi, en proclamant l'année 2011 « l'année internationale des forêts », l'esprit de la résolution 61/193 de l'Assemblée générale des Nations unies du 20 Décembre 2006, voudrait et fait obligation aux gouvernements des Etats disposant de potentialités forestières de tout mettre en œuvre en vue d'une appropriation effective « du lien entre peuples et forêts, et les avantages que peuvent en tirer les populations locales lorsqu'elles gèrent leurs forêts dans une optique durable et innovante ».

Or, il s'est avéré que malgré la pertinence de potentiels ressources en PFNL, la République centrafricaine n'a pas pu tirer le maximum de profit des activités économiques et commerciales liées à ses PFNL, lequel secteur demeure jusque là dans les méandres de l'informel. Cette situation statutaire n'a fait que depuis quelques décennies, contribuer à la non capitalisation de revenus liés aux PFNL et l'absence d'une visibilité de leurs impacts tant au niveau des ménages qu'à l'échelle de l'économie nationale. Cette carence relevée est due à une crise de formation, d'informations et de communications. Alors, comment prétendre vouloir développer un tel secteur sans une stratégie de formation, d'informations et de communication sur la filière, ses circuits, ses valeurs ajoutées et sa tailles de contribution à l'économie du pays à l'intention de ses acteurs ? La réponse est venue de la FAO, la COMIFAC et le Ministère Allemand de l'alimentation, de l'Agriculture et de la protection des consommateurs à travers ce projet. Qui ont mis à contribution leurs expertises techniques et l'appui financier en faveur de ce projet.

A cet effet, l'approche « Analyse et Développement de Marché phase 3 » qui a fait l'objet de cette formation destinée aux PME du secteur des PFNL de Bossangoa et ses environs, n'est rien d'autre que la suite logique des deux premières phases à savoir : l'identification de tous les PFNL et des Entreprises et la Sélection des produits les plus porteurs et des Entreprises ; ceci grâce aux résultats d'une étude de base réalisées préalablement par une équipe d'experts et techniciens en la matière sous le patronage de la FAO qui sont : la connaissance sur les PFNL avec leurs zones de production, les différentes catégories de marchés ainsi que les commerçants actifs ; les groupements et quelques structures d'appui.

Des débats riches en échanges et expériences ont marqué ces quatre jours de travaux intenses. C'est ainsi qu'à la lumière de ces débats, il s'est avéré que l'un des obstacles à

la promotion et l'accès aux marchés de ces PME/ PFNL est la qualité de leurs produits. Ce constat a été partagé par tous les participants et les formateurs à propos de la filière miel et ses produits connexes tels que la cire dont les techniques de transformation ne répondent pas aux critères de commercialisation. Selon les témoignages et explications des participants acteurs du secteur, le miel est souvent dilué avec de l'eau pour répondre au faible pouvoir d'achat des familles qui préfèrent se procurer du miel dilué dont le prix est relativement moins cher que du miel pur. Autrement dit, elles préfèrent la quantité à la qualité. Car, il arrive des fois que ce sont les vendeuses de l'hydromel qui préfèrent du miel dilué ; et les producteurs étant dans le besoin d'argent, estiment qu'avec du miel dilué, ils arrivent facilement à évacuer leur produit. Car, les demandes du miel pur sont faibles par rapport à l'offre au niveau des villages.

Retenons que durant ces quatre jours d'affilée, les participants venus Bangui de et ceux de Bossangoa et des villages environnants ont été suffisamment outillés à travers les différents modules et divers exercices.

Tout ces rubriques, riches en enseignements ont été aussi des moments de partages, sur tout quant aux résultats des études de base. Non seulement elles ont permis aux participants d'avoir une vue réaliste des processus, ADM ses principes de base, ses concepts, ses méthodes et ses outils de travail, mais aussi de maîtriser les chaînes de commercialisation des PFNL leur prix et volume et de découvrir les avantages de travailler en groupes et de définir les contours et les limites d'une Entreprise depuis l'investissement jusqu'à la production.

Outre ces points énumérés, cet atelier a permis aux bénéficiaires de se familiariser aux calculs financiers, d'élaborer un plan de développement d'entreprise ainsi qu'un plan de travail pour sa mise en œuvre.

La réussite de cet atelier a été un franc succès grâce à l'expertise du formateur Alexis venu du Cameroun, qui a su mettre en contribution son savoir faire et son expérience, appuyée en cette circonstance par les membres de son équipe.

Retenons au passage que, les médias locaux et les correspondants des grandes stations des radios centrafricaines ont été également impliqués dans ce processus. Sachant que la prochaine formation sera organisée à Mbatki dans la Lobaye.

Geoffroy Hyacinthe DOTTE